

Retraités

Éditorial

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT !

E. Macron mène sur plusieurs fronts des attaques dont on voit se dégager des lignes de force: affaiblir le secteur public et la Fonction Publique, accroître flexibilité et précarité, faire payer aux plus fragiles économiquement ou aux plus isolés (mesures contre les APL, les contrats aidés, contre les retraité.e.s...) les cadeaux aux détenteurs de capitaux.

À la différence de ce qui se passe chez les actifs, s'est construit chez les retraité.e.s un front intersyndical (CGT, FO, CFTC, CFE CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et solidaires) uni sur des revendications en rupture avec la réduction des dépenses publiques et l'image dégradée donnée des retraité.e.s pour qui la retraite n'est pas reconnue comme un droit lié au travail. Les richesses existent pour satisfaire ces revendications, encore faut-il qu'elles soient utilisées autrement.

C'est une question de société sur laquelle l'action unitaire se poursuit en appelant les retraité.e.s à maintenir la pression, après les manifestations du 28 septembre

Pour mémoire, une circulaire électronique du 6 novembre envoyée par les sections départementales des retraité.e.s du SNES-FSU de Versailles vous a appelé.e à intervenir auprès de vos élu.e.s dont les noms et coordonnées ont été joints.

La démarche est encore d'actualité: le débat parlementaire sur le Projet de loi de Financement de la Protection Sociale (PLFSS) se poursuit. Il a été particulièrement tendu sur l'augmentation de la CSG, notamment pour les retraité.e.s dans sa double dimension de baisse du pouvoir d'achat et de mise en cause du mode de financement solidaire de la Sécurité Sociale. Le Sénat ayant repoussé plusieurs mesures (dont l'augmentation de la CSG), la navette parlementaire risque de se prolonger, la date butoir pour le vote définitif étant le 15 décembre.

L'enjeu n'est évidemment pas de retourner une majorité très disciplinée mais de faire connaître largement la situation personnelle et les revendications des retraité.e.s sur le pouvoir d'achat (refus de l'augmentation de la CSG, revalorisation des pensions et rattrapage des pertes accumulées, -12% en 20 ans, indexation des pensions sur les salaires), contre les difficultés et le renchérissement de l'accès aux soins, pour une amélioration des services publics...

Le groupe des 9 appelle aussi à intervenir auprès du Président de la République. Malgré trois courriers de demande d'audience, celui-ci refuse toujours de recevoir et d'entendre les représentants des retraité.e.s.

En signe de protestation contre un tel mépris, pour rappeler concrètement la présidence à la réalité de 25 % de la population et obtenir enfin une audience, **les organisations de retraité.e.s appellent chacun-e à envoyer le plus tôt possible la lettre** ouverte unitaire jointe. Est ajouté un coupon représentant les ciseaux de la CSG sur lequel vous pourrez écrire un message, au-delà même de cette revendication.

L'envoi se fait sous **enveloppe non-affranchie** à l'adresse suivante :

On ne lâche rien et à vos plumes !

Martine Beaulu-Barlier

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

SOMMAIRE

- p1 : Éditorial
- p2 : Taxe d'habitation : partie émergée d'un iceberg ?
- P3-4 : La hausse de la CSG
- + Supplément : lettre unitaire au Président de la République